

SECRETARIAT D'ADJUDICATION DES PENSIONNATS INDIENS**PROCESSUS D'ÉVALUATION INDÉPENDANT**

DEMANDEUR :	
NUMÉRO DE DOSSIER :	E5442 -10- _____
VOLET :	Ordinaire
NOM DU PENSIONNAT :	
ADJUDICATEUR :	
DATE DE L'AUDIENCE :	
LIEU DE L'AUDIENCE :	
DATE DE LA DÉCISION :	
PARTIES PRÉSENTES :	
Avocat du demandeur :	
Accompagnateurs(s)/interprète du demandeur :	
Représentant du Canada :	
Représentant de l'entité religieuse :	
Travailleur de la santé communautaire (résolution) :	

DÉCISION ABRÉGÉE (demandeur non pensionnaire)

L'audience du présent cas s'est terminée aujourd'hui. Après la conclusion de la preuve, les recherches, les documents obligatoires (le cas échéant), la production d'un plan de soins futurs (le cas échéant), la réception des renoncements relatifs aux évaluations médicales ou d'experts (le cas échéant) et les observations :

- (a) Le demandeur a été admis dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant à titre de demandeur non pensionnaire et a signé l'annexe P (Quittance complète et finale du PEI) de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (CRRPI), conformément à l'article 11.02 de cette dernière. Je conclus que l'auteur de la demande est un « demandeur non pensionnaire », tel qu'il est défini à l'article 1.01 de la CRRPI;
- (b) Le demandeur a indiqué qu'il ne demandait pas une décision complète établissant une exposition descriptive de la preuve et une justification des conclusions de l'adjudicateur;
- (c) Les parties ont indiqué qu'elles avaient consenti à ce que la décision soit rendue sous forme abrégée.

Après avoir entendu la preuve et les exposés des parties, je conclus que le demandeur a prouvé qu'il avait droit à l'indemnité suivante accordée dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant :

Total partiel :		_____ points	_____,00 \$
5. Soins futurs			,00 \$
Indemnité totale accordée, avec les soins :			* _____,00 \$

* De plus, le Canada sera tenu de verser une contribution d'un montant de _____,00 \$ pour les frais juridiques (soit 15 % du montant accordé), de même qu'un débours raisonnable, montant qui peut être convenu entre l'avocat du demandeur et le Canada ou déterminé par l'adjudicateur à qui la question sera soumise.

Lettre d'excuse demandée – Oui/Non

Signé à _____, _____, le _____ 20_____.

_____ (Signature)

[insérer nom] : _____, adjudicateur du PEI

Acceptation du demandeur non pensionnaire :

Je reconnais et déclare que :

- (a) J'ai reçu et bien compris les avis juridiques indépendants qui m'ont été fournis par mon avocat relativement à la présente décision;
- (b) Je suis conscient que j'ai le droit de demander une décision complète à l'adjudicateur, établissant les motifs de la décision. Cependant, je renonce à ce droit pour permettre que la présente décision soit rendue sous forme abrégée.
- (c) J'ai signé l'annexe P de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens;
- (d) J'ai été admis dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant à titre de demandeur non pensionnaire;
- (e) Je comprends bien les conditions de l'annexe P et j'ai signé volontairement ladite annexe afin de bénéficier des avantages du Processus d'évaluation indépendant.
- (f) J'ai demandé et obtenu des avis juridiques concernant l'annexe P.

Signé à _____, _____, le _____ 20__.

_____ (Signature du demandeur)

Attestation de l'avocat du demandeur

J'atteste par la présente avoir fourni des avis juridiques indépendants au demandeur en ce qui concerne la présente décision abrégée.

Signé à _____, _____, le _____ 20__.

_____ (Signature)

[insérer nom] : _____, avocat du demandeur

Consentement du représentant du Canada.

J'atteste par la présente que je consens à ce que la présente décision soit rendue sous forme abrégée au nom du Canada et que ni l'adjudicateur, ni l'avocat du demandeur n'ont influencé mon consentement.

Signé à _____, _____, le _____ 20__.

_____ (Signature)

[insérer nom] : _____, représentant du Canada

Consentement de l'entité religieuse (n'utiliser que si un représentant de l'entité religieuse assiste à l'audience)

J'atteste par la présente que je consens à ce que la présente décision soit rendue sous forme abrégée au nom de l'entité religieuse et que ni l'adjudicateur, ni l'avocat du demandeur n'ont influencé mon consentement.

Signé à _____, _____, le _____ 20__.

_____ (Signature)

[insérer nom] : _____, représentant de l'entité religieuse